

Le souffle francophone des Territoires du Nord-Ouest

L'Aquilon

Volume 41 numéro 18
08 mai 2026



À LIRE PAGES 10 ET 11

Envoi de publication – enregistrement n° 10338 C.P. 456 Yellowknife NT X1A 2N4



JEUNESSE

L'art oratoire, en français!

À LIRE PAGE 4

PHOTO CRISTIANO PEREIRA

ÉDUCATION



PHOTO ISTOCK

Fin de l'immersion à Fort Smith

À LIRE PAGE 3

Les TNO, grands gagnants

PRIX INSPIRATION ARCTIQUE



PHOTO NELLY GUIDICI

À LIRE PAGE 8



Direction :	Nicolas Servel	Journalistes :	Cristiano Pereira	Annonces publicitaires et publiereportages :	marketing@mediastenois.ca
Responsable éditoriale :	Nelly Guidici		Nelly Guidici	Représentation territoriale GTNO :	North Creative advertising@northagency.ca
Maquette :	Patrick Bazinet	Activités culturelles :	Élodie Roy		

Journal hebdomadaire publié le vendredi depuis 1986, *L'Aquilon* est la propriété de Médias ténos subventionnés par Patrimoine canadien. Sauf pour l'éditorial, les textes n'engagent que la responsabilité de leur auteur.e et ne constituent pas nécessairement l'opinion de *L'Aquilon*. Toute correspondance adressée au journal doit être signée et accompagnée de l'adresse et du numéro de téléphone de l'auteur.e. La rédaction se réserve le droit de corriger ou d'abrégier tout texte. Dans certains cas où les circonstances le justifient, *L'Aquilon* accèdera à une requête d'anonymat. Toute reproduction partielle est fortement recommandée à condition de citer la source. *L'Aquilon* est membre de Réseau.Presse et applique la graphie rectifiée. N° ISSN 0834-1443

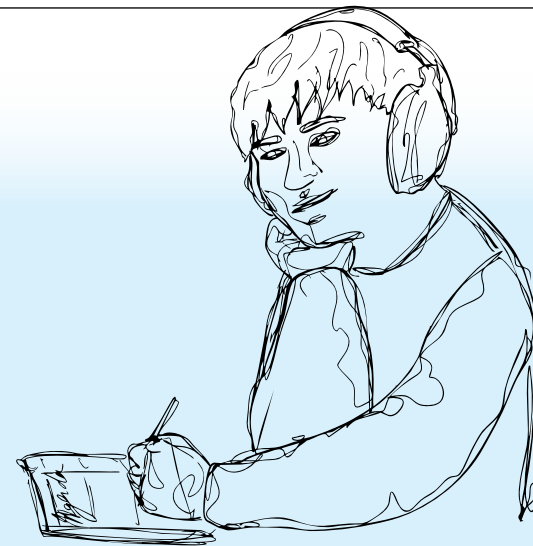


FIER MEMBRE

PARTENAIRES DE L'ARCTIQUE



LE NUNAVOIX



L'Agenda d'Élodie

ÉCOUTEZ L'AGENDA

L'ÉDITORIAL

Cécile Antoine-Meyzonnade, Responsable éditoriale

Irréductible jusqu'à quand ?

Il y a dans l'air ténos, comme un je-ne-sais-quoi de résistance. Comme si, nous, francophones, devons garder et sécuriser notre petit lopin de terre durement acquis face à un ennemi grignotant du terrain chaque jour. Ou, dans notre cas précis, chaque rentrée scolaire. Encore une fois – et ça devient redondant – une nouvelle classe d'immersion francophone vient de fermer. Après Inuvik (voir éditorial et article de l'édition datée du 24 avril 2026), c'est au tour de l'École Joseph Burr Tyrell située à Fort Smith de dire adieu à la possibilité d'offrir à ses enfants un cursus bilingue riche. Officiellement, une décision administrative, conséquence de contraintes bien réelles telles que les compressions budgétaires et les incertitudes liées au finan-

cement du principe de Jordan. Officieusement, ce qui se joue ici, c'est l'affaiblissement de l'éducation en français langue première en contexte minoritaire. On se retrouve à se questionner sur l'égalité de traitement des parcours, qui semble ne pas être la même, que l'on soit à Fort Smith, Fort Simpson, Inuvik ou Yellowknife. L'organisme

Canadian Parents For French le souligne : l'immersion ne devrait pas être un privilège géographique. Et que penser des investissements annoncés, soit 30 millions de dollars pour l'inclusion scolaire? À quoi vont-ils servir? Du côté de l'immersion francophone, on peut nettement se demander s'ils serviront à colmater des brèches ou, à

l'inverse, construire une vision solide pour l'avenir. La réponse sera décisive car, si rien ne change, l'offre en français continuera tout doucement de s'éteindre, sans bruit. Depuis quelque temps, nous savons que ces « ajustements » ne sont pas des cas isolés. Ce sont des symptômes. À découvrir maintenant s'ils seront ignorés, ou bien soignés.



LES VEILLEUSES DU NORD :

vos quatre épisodes sont en ligne!

Chaque vendredi du mois de mars, à l'occasion de la Journée internationale des droits de la femme, est sorti un épisode inédit des *Veilleuses du Nord*, un balado engagé, ancré dans la réalité des femmes et des personnes concernées par les enjeux d'équité dans les Territoires du Nord-Ouest. Porté par le Comité les Elles-Ténoises+ de la Fédération franco-ténoise (FFT), en partenariat avec Médias ténos, le projet met en lumière des conversations essentielles.

Le balado se décline en quatre épisodes percutants : **la santé au féminin**, parce que comprendre son corps, c'est reprendre du pouvoir, **les finances personnelles**, pour parler d'autonomie économique sans tabou, **la charge mentale**, ce poids invisible qui pèse encore trop lourd et **la proche aidance**, un rôle crucial souvent exercé dans l'ombre.

Rendez-vous scientifique (Inuvik)

9 MAI

L'institut de recherche Aurora propose une **journée scientifique conviviale et accessible à toute la famille à Inuvik, dans le gymnase de l'école secondaire East Three**. Pendant quatre heures, les visiteurs sont invités à découvrir les projets et recherches menés dans la région grâce à des activités interactives animées par divers organismes. L'évènement met l'accent sur la curiosité, l'apprentissage et la participation du public. Un dîner pizza gratuit est offert sur l'heure de midi et des prix de présence seront tirés. Cette initiative vise à rapprocher la communauté des sciences tout en valorisant les partenaires locaux qui soutiennent l'évènement.

Salon du commerce (Yellowknife)

9 AU 10 MAI

La chambre de commerce de Yellowknife organise un **grand évènement familial au Multiplex** sur deux jours, remplis d'activités variées pour tous les âges. Les visiteurs pourront profiter de kiosques interactifs, rencontrer des mascottes, participer à des activités de maquillage, et même visiter un hôpital pour peluches. Des animations comme une roue et un photobooth ajouteront une ambiance festive, tandis qu'un concours d'interaction avec les kiosques encourage la participation. Accessible à prix modique, l'évènement met aussi en valeur de nombreux commanditaires et entreprises locales, renforçant le dynamisme économique et communautaire.

Tricot francophone (Yellowknife)

11 MAI

La Fédération Franco-Ténoise propose un **club de tricot en français à la Maison Bleue, à Yellowknife**, offrant un espace chaleureux de rencontre et de création. Ouvert à tous, sans inscription préalable, ce rendez-vous bimensuel invite les participants à se réunir pour partager leur passion du tricot, peu importe leur niveau d'expérience. Chacun est encouragé à apporter son matériel et à profiter d'un moment convivial en français, favorisant les échanges et le sentiment d'appartenance à la communauté.

Collaborateurs de cette semaine

Inès Lombardo, Marion Perrin, Ju Orthlieb, Les As de l'info



La fin de l'immersion française à Fort Smith survient quelques semaines après une décision semblable à Inuvik, ravivant les inquiétudes sur l'accès au français dans les petites communautés ténosées. (Photo iStock)

Après Inuvik, Fort Smith perd aussi son immersion française

À la rentrée, l'école Joseph Burr Tyrrell mettra fin à son offre bilingue. Cette décision ravive les inquiétudes sur l'accès au français dans les petites localités ténosées.

Cristiano Pereira – Initiative de journalisme local – L'Aquilon

Quelques semaines après Inuvik, une autre communauté ténosée voit disparaître son programme d'immersion française. L'École Joseph Burr Tyrrell, à Fort Smith, ne reconduira pas l'immersion française à la rentrée prochaine, une décision qui ravive les inquiétudes sur l'accès au français dans les petites communautés des Territoires du Nord-Ouest.

La nouvelle a d'abord été rapportée par ICI Radio-Canada. Selon les informations transmises aux parents, l'administration scolaire invoque d'importantes contraintes, dont la perte de postes d'enseignants et d'assistants aux élèves, dans un contexte de pressions financières liées notamment aux changements au financement du principe de Jordan.

L'administration scolaire de district de Fort Smith aurait approuvé un plan de dotation qui ne prévoit pas d'immersion française de la prématernelle à la 6e année pour la prochaine année scolaire. Les élèves auront toujours accès à des cours de français langue seconde, mais l'offre ne correspondra plus à un programme d'immersion.

Une offre fragile

Pour François Rouleau, directeur général de la Commission scolaire francophone des Territoires du Nord-Ouest, cette décision s'inscrit dans un contexte plus large de fragilité de l'offre en français.

Selon lui, qu'il s'agisse d'immersion, de français langue seconde ou de français langue première, ces parcours répondent à des aspirations légitimes de familles qui reconnaissent la valeur du bilinguisme et de la dualité linguistique canadienne.

M. Rouleau dit comprendre que les autorités scolaires majoritaires doivent parfois prendre des décisions difficiles dans un contexte de contraintes budgétaires. Il estime toutefois que la situation « illustre néanmoins la fragilité de l'offre en français en milieu minoritaire et l'importance d'une planification à long terme pour assurer sa pérennité ».

De l'immersion aux droits

La décision de Fort Smith survient peu après celle du Beaufort-Delta Divisional Education Council, qui a confirmé la fin de l'immersion française au primaire à Inuvik. Interrogée récemment par Médias ténosés à ce sujet, la ministre de l'Éducation, Caitlin Cleveland, avait dit comprendre les préoccupations des familles francophones, tout en rappelant que « les décisions opérationnelles, comme les programmes d'immersion française dans des écoles précises, relèvent des organismes scolaires ».

À Fort Smith, l'enjeu touche aussi la question de l'éducation en français langue première. Des parents réclament depuis plusieurs années un accès à un tel programme dans la communauté, et une démarche judiciaire est en cours à ce sujet.

M. Rouleau souligne toutefois que, de manière générale, « toute réduction de l'offre en français langue seconde met en lumière l'importance d'assurer un accès structuré, stable et équitable à l'éducation en français langue première pour les ayants droit ».

Un appel à collaborer

L'inquiétude dépasse aussi le cadre local. Dans un communiqué publié le 1er mai, Canadian Parents for

French a appelé à une solution collaborative pour protéger les programmes d'immersion française aux TNO. L'organisme disait alors s'inquiéter de décisions récentes touchant l'accès à l'immersion dans le territoire.

« L'accès à l'éducation en français langue seconde est une pierre angulaire du bilinguisme canadien et ne devrait jamais être déterminé par le code postal d'un élève », a déclaré Sarah Clark, présidente de CPF Alberta et Territoires du Nord-Ouest.

Michael Tryon, directeur général de Canadian Parents for French pour l'Alberta et les TNO, dit comprendre les contraintes auxquelles font face les conseils scolaires, surtout lorsque les effectifs sont faibles. Il rappelle toutefois que, dans certaines communautés, l'immersion peut représenter la seule option éducative en français pour certaines familles.

La disparition de l'immersion à Fort Smith arrive aussi au moment où le gouvernement territorial promet au moins 30 millions de dollars pour stabiliser l'inclusion scolaire. Lors d'un briefing public sur le sujet, la ministre Cleveland a affirmé que la majorité de ces fonds devrait être versée directement aux organismes scolaires, afin de soutenir la continuité des services et de réduire la dépendance à des sources de financement incertaines.

Pour la CSFTNO, ces investissements devront aussi tenir compte des besoins particuliers des élèves francophones, notamment en francisation et en services spécialisés en français.

« Il est essentiel que les nouveaux investissements permettent non seulement de répondre aux besoins généraux en inclusion scolaire, mais aussi de corriger les inégalités d'accès vécues par les élèves francophones », affirme M. Rouleau.



Des élèves et des enseignants réunis à l'église Calvary Community, à Yellowknife, pour écouter les discours présentés dans le cadre du Concours d'art oratoire. (photo Cristiano Pereira)

Le français hors de la classe

Le Concours d'art oratoire a réuni 45 élèves de la 7^e à la 12^e année à Yellowknife. L'évènement met en valeur l'expression orale en français et offre aux jeunes une occasion de prendre la parole hors du cadre scolaire.

Cristiano Pereira – Initiative de journalisme local – L'Aquilon

À tour de rôle, des élèves de Yellowknife sont montés sur scène, mardi 5 mai, pour livrer un discours en français devant juges, enseignants, parents et camarades. Organisé à l'église Calvary Community, le Concours d'art oratoire a réuni 45 participants de la 7^e à la 12^e année, venus notamment des écoles Saint-Joseph, Saint-Patrick, Sir John Franklin et Allain St-Cyr.

Cette compétition annuelle d'éloquence met en valeur les talents des élèves des programmes d'immersion française, de français de base et des élèves francophones. Les participants y présentent des discours préparés et répétés au cours des derniers mois, dans un exercice qui demande à la fois maîtrise de la langue, clarté des idées, créativité et confiance.

Le français hors classe

Pour Michael Tryon, directeur général de Canadian Parents for French pour l'Alberta et les Territoires du Nord-Ouest, l'évènement joue un rôle particulier dans un territoire où les

occasions de parler français peuvent rester limitées en dehors de l'école.

« C'est une opportunité pour les jeunes d'utiliser le français en dehors de l'école », explique-t-il. Selon lui, « les chiffres disent que 85-90 % des parents des jeunes en immersion ne parlent aucun mot de français », ce qui fait que, pour plusieurs élèves, « le français s'arrête » à la fin de la journée scolaire.

Le concours cherche ainsi à offrir un cadre concret où les jeunes peuvent utiliser le français autrement que dans une salle de classe. M. Tryon souligne que les élèves peuvent souvent fonctionner en français dans un contexte scolaire, mais qu'ils ont moins d'occasions de le faire dans des situations sociales ou communautaires.

Un exercice pour l'avenir

Au-delà de la performance du jour, l'exercice permet aussi aux participants de développer une aisance utile pour la suite de leur par-

cours. Les discours présentés devant public obligent les élèves à structurer leurs idées, à mémoriser leur texte, à gérer le stress et à répondre aux attentes d'un cadre formel.

M. Tryon rappelle que les compétences en présentation publique sont précieuses dans de nombreux domaines professionnels. « Dans le futur, c'est nécessaire de faire une présentation pour trouver des fonds, pour expliquer un projet », dit-il, en évoquant notamment les carrières en droit, en ingénierie ou en architecture.

Les premières places

Les organisateurs ont aussi dévoilé les élèves arrivés en première place dans les différentes catégories. Dans la catégorie francophone, les premiers prix ont été remis à Yvanna Ogolong, Divine Lobe-Manga, Naomie Lobe-Manga, Oscar Mifflin, Sabine Dufour et Samuelle Picard-Poulin, selon les niveaux scolaires. En immersion précoce, les premières places sont revenues à Ani Ghulyan, Winnie Naphan, Daphne Richard, Katya Bocharova, Penelope Kirkham et Vivianna Scott. Jasmine Rosbottom a remporté la première place en immersion tardive, tandis que Toryn Wheler s'est classé premier en français de base intensif.

Michael Tryon, directeur général de Canadian Parents for French pour l'Alberta et les Territoires du Nord-Ouest, voit dans le concours une occasion pour les élèves d'utiliser le français en dehors du cadre scolaire. (photo Cristiano Pereira)

Les TNO, terre d'accueil ou étape ?

Les Territoires du Nord-Ouest attirent de nouveaux immigrants francophones, mais peinent à les retenir. Une étude met en lumière les obstacles qui fragilisent leur installation, du logement à l'emploi, en passant par l'anglais et le statut temporaire.

Cristiano Pereira – Initiative de journalisme local – L'Aquilon

Les Territoires du Nord-Ouest attirent de nouveaux immigrants francophones, mais peinent à les retenir. C'est le principal constat d'une étude qui montre que le territoire est souvent perçu comme une étape migratoire plutôt que comme un lieu d'enracinement durable. Emploi, salaires et possibilités d'avancement attirent les nouveaux arrivants, mais le coût de la vie, la crise du logement, la place dominante de l'anglais et les limites des services fragilisent rapidement leur installation.

Réalisée par l'Observatoire en immigration francophone au Canada, et commandée par le Réseau en immigration francophone des TNO, un service de la Fédération franco-ténoise, l'étude repose sur des entretiens et des groupes de discussion menés auprès de 29 personnes immigrantes et de 13 intervenants du secteur. Elle ne prétend pas dresser un portrait statistique complet, mais met en lumière des tendances lourdes : hausse des arrivées en statut temporaire, diversification des origines, pression sur les services et difficultés à transformer l'arrivée en installation durable.

Un profil qui change

Depuis 2022-2023, l'immigration francophone aux TNO semble moins associée aux jeunes Européens arrivant avec un permis vacances-travail et davantage à des travailleurs recrutés à l'étranger, souvent avec un permis de travail fermé. L'étude note aussi une hausse des arrivées d'Afrique subsaharienne, ainsi qu'une présence accrue de familles et de femmes seules avec enfants.

Cette évolution est présentée comme un atout pour la vitalité de la francophonie ténoise, mais elle crée aussi de nouveaux besoins. Les personnes qui arrivent aujourd'hui ne viennent pas seulement chercher une expérience nordique temporaire : plusieurs portent un projet familial, professionnel et migratoire plus complexe.

Le Nord, rarement un premier choix

L'étude souligne que les TNO attirent surtout par l'emploi, les salaires, les possibilités d'avancement et la réputation de solidarité de la communauté francophone de Yellowknife. Mais le territoire demeure peu connu avant l'arrivée. Les informations disponibles sont souvent fragmentaires, parfois trop touristiques, et ne permettent pas toujours de bien mesurer la réalité locale.

Le décalage peut être brutal. Une personne participante résume ainsi son arrivée : « Yellowknife n'est pas bilingue. Yellowknife est anglophone en totalité. »



Une étude souligne la diversification de l'immigration francophone aux TNO, mais aussi les défis persistants liés au logement, au coût de la vie et à la rétention. (courtoisie Marion Perrin)

La phrase illustre l'un des constats récurrents de l'étude : même pour des personnes francophones, l'anglais reste un passage obligé, dans l'emploi comme dans la vie quotidienne.

Le logement comme premier choc

Une fois sur place, l'établissement se heurte rapidement au coût de la vie et à la crise du logement. L'étude évoque des loyers pouvant atteindre plusieurs milliers de dollars par mois pour une famille, ainsi que des situations de vulnérabilité dès les premières semaines.

Un témoignage retenu dans la note de recherche donne la mesure de cette fragilité : « J'ai même failli ne plus continuer avec mon travail ici parce que je n'avais pas où vivre. » Ce type de difficulté transforme l'arrivée en épreuve immédiate, avant même que l'intégration sociale ou professionnelle puisse réellement commencer.

Des parcours fragilisés par le statut

Le statut migratoire apparaît comme un autre facteur déterminant. Les personnes en statut temporaire représentent une large majorité des arrivées récentes, mais elles demeurent souvent exclues de certains services d'établissement financés par IRCC. Le permis de travail fermé ajoute une dépendance envers l'employeur. Cette situation nourrit une insécurité durable. Les délais de traitement, le manque de transparence et l'incertitude liée à la résidence permanente compliquent la projection à long terme. « Nous, les temporaires, on a peur », résume une autre personne citée dans la note.





L'aide financière aux étudiants est plus intéressante que jamais!

Vous êtes inscrit à un programme d'études cet automne?

Présentez votre demande d'ici le 30 juin. L'aide financière aux étudiants aide à couvrir les coûts d'études postsecondaires, notamment:

- Les frais de scolarité
- Les déplacements
- Les manuels scolaires
- Les frais de subsistance

Vous n'avez pas besoin d'être déjà admis à un programme d'études ou dans un établissement pour présenter une demande. **N'attendez pas. Présentez une demande dès maintenant**



@mecf_gtno
www.gov.nt.ca/afe

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest

Une marche de mémoire et de solidarité pour la journée de la robe rouge

A Yellowknife en ce début mai, la communauté s'est réunie devant l'Assemblée législative pour souligner la journée de la robe rouge, en hommage aux femmes et filles autochtones disparues ou assassinées. Entre chants, témoignages et moment de silence, l'évènement a mis en lumière la violence persistante.

Élodie Roy

Le 5 mai, à Yellowknife, la communauté s'est rassemblée devant l'Assemblée législative des TNO, près du monument dédié aux femmes et aux filles autochtones disparues et assassinées, à l'occasion de la journée de la robe rouge. Organisé notamment par la YWCA NWT et la Native Women's Association du NWT, l'évènement a réuni citoyens, organismes et familles dans un moment de recueillement.

La cérémonie d'ouverture a donné le ton à ce rassemblement empreint d'émotion. Elle a rappelé que cette journée est avant tout un moment de mémoire, de réflexion et de solidarité envers les femmes, les filles et les personnes 2SLGBTQQIA+ autochtones disparues ou assassinées.

Du silence et des paroles

Les Yellowknives Dene Drummers ont ouvert la cérémonie avec un chant, suivi d'un moment de silence en hommage aux victimes. Plusieurs intervenantes ont ensuite pris la parole pour partager leurs expériences et appeler à l'action. Parmi elles, l'ainée et militante Gerri Sharpe a livré un témoignage marquant, insistant sur la responsabilité collective de briser le silence face à la violence. Elle a rappelé que « le silence est une forme d'approbation », invitant chacun à agir lorsqu'il est témoin d'injustice.

Les discours ont également mis en lumière les réalités alarmantes auxquelles font face les femmes autochtones au Canada, notamment les taux disproportion-



De nombreuses personnes sont venues pour soutenir la mémoire des femmes et filles autochtones disparues ou assassinées. (Photo Élodie Roy)

nés de violence. Les intervenantes ont souligné que cette crise ne concerne pas uniquement les communautés autochtones, mais bien l'ensemble de la société canadienne.

Après la cérémonie, les participant.e.s ont pris part à une marche dans le centre-ville, guidé.e.s par les tambours, jusqu'au Northern United Place. Ce moment de



Un des nombreux organisateurs joue de la flûte pour cette journée importante. (Photo Élodie Roy)



Dans le cortège, on pouvait distinguer le symbole de la commémoration et de la solidarité envers les survivant.e.s des pensionnats autochtones. (Photo Élodie Roy)

rassemblement s'est poursuivi autour d'un repas communautaire, favorisant les échanges, le soutien et le partage.

Plus qu'un simple évènement, cette journée a permis de rappeler l'importance de se souvenir des vies perdues, de soutenir les familles et de poursuivre les efforts vers la justice. À Yellowknife, la journée de la robe rouge a une fois de plus démontré la force de la communauté lorsqu'elle s'unit pour honorer, dénoncer et espérer un avenir plus sûr et plus juste pour toutes et tous.



Louise Arbour a affirmé lors de sa nomination : « Nous nous devons de réaffirmer la confiance que nous avons les uns envers les autres. » (Photo Inès Lombardo – Francopresse)

Louise Arbour : une francophone comme gouverneure générale du Canada

Louise Arbour deviendra la 31^e gouverneure générale du Canada, succédant ainsi à Mary Simon. Ancienne juge de la Cour suprême du Canada, elle est la troisième Québécoise à occuper ce poste et est parfaitement bilingue.

Inès Lombardo, Francopresse – IJL

La nomination de Louise Arbour, ancienne juge francophone de la Cour suprême du Canada née à Montréal, met fin à la controverse née de la nomination de sa prédécesseure, Mary Simon, qui parlait l'anglais et l'inuktitut, mais pas le français.

Les francophones du pays avaient décrié le choix de Justin Trudeau de nommer une gouverneure générale qui ne parlait pas une des langues officielles du Canada. Une situation qui a parfois mis en opposition la sauvegarde du français et des langues autochtones.

Ni Louise Arbour ni Mark Carney n'ont souhaité qualifier ce choix de nomination de Justin Trudeau comme une « erreur », en réponse à une question d'une journaliste lors de l'annonce de la nouvelle gouverneure générale, le 5 mai.

« C'est important d'avoir le bilinguisme dans toutes les institutions fédérales du Canada », a simplement résumé le premier ministre.

Esprit critique

Dans un discours composé d'environ de 30 % de français, le premier ministre Carney a fait l'éloge de la nouvelle gouverneure générale.

Louise Arbour sera ainsi la « gardienne de notre ordre constitutionnel », a-t-il annoncé depuis la salle du Musée des Beaux-Arts du Canada, à Ottawa.

« C'est grâce à ses institutions qu'un pays aussi vaste et diversifié que le nôtre parvient non seulement à rester uni, mais aussi à prospérer. Dans un monde plus dangereux, plus divisé et moins civilisé, les institutions sont plus importantes que jamais. »

Interrogée sur le fait qu'elle n'a pas « la langue dans sa poche », notamment pour avoir qualifié la décision de Donald Trump

de déclarer la guerre à l'Iran de « folie pure », la principale concernée a assuré qu'elle était certaine que « les gens comprennent très bien qu'on peut avoir exprimé des opinions dans un certain contexte qui ne sont pas des opinions qu'on peut nécessairement mettre en œuvre dans un contexte officiel différent ».

« J'accepte ces responsabilités avec un sens profond du devoir, à un moment où les Canadiennes et Canadiens sont confrontés à la complexité du changement. Conscients de cette réalité, nous nous devons de développer les compétences

requis pour y faire face », a-t-elle déclaré, dans un sous-entendu appuyé aux tarifs imposés par les États-Unis.

Mandat et CV de la nouvelle gouverneure générale du Canada

Le chef de l'État du Canada est actuellement le Roi Charles III du Royaume-Uni, dont les responsabilités sont assumées au pays par le ou la gouverneure générale.

À l'instar du souverain, la gouverneure générale demeure au-dessus des enjeux politiques. Louise Arbour a été nommée pour environ cinq ans par le monarque sur la recommandation du premier ministre.

Ce dernier représente la majorité politique, tandis que la gouverneure générale incarne l'ensemble de la nation.

Louise Arbour fait partie du barreau du Québec depuis 1971. Elle a été juge de la Cour suprême de l'Ontario, de la Cour suprême du Canada. Elle a également été haute-commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et représentante spéciale de l'ONU pour les migrations internationales.

Plus récemment au Canada, Louise Arbour a émis des recommandations pour changer les comportements empreints d'inconduite sexuelle au sein du ministère de la Défense nationale et des Forces armées canadiennes.



La 31^e gouverneure générale du Canada, Louise Arbour, et Mark Carney, le 5 mai, lors de l'annonce officielle de sa nomination faite au Musée des Beaux-Arts du Canada. Photo : Inès Lombardo – Francopresse

Connexion Arctique

Une collaboration de vos médias francophones des trois territoires



Les TNO vainqueurs des Prix Inspiration Arctique

Six projets ancrés dans le Nord ont été récompensés lors de la cérémonie des Prix Inspiration Arctique qui a eu lieu le 5 mai 2026 à Whitehorse au Centre Culturel Kwanlin Dün. Trois projets des TNO ont été célébrés lors de cette soirée et trois autres projets du Yukon et du Nunavik sont également lauréats. Pour la première fois, depuis de nombreuses années, aucun projet du Nunavut n'a été récompensé.

Nelly Guidici

Le montant alloué chaque année varie en fonction du nombre de projets et de la portée de chacun. Cependant, cette année, le prix de 1 M\$ est absent et la somme totale allouée s'élève à 1 371 400 \$ contre 3,7 millions de dollars répartis entre douze équipes lauréates en 2025. Depuis les huit dernières années, c'est la première fois que le comité octroie moins de 2 M\$ lors de la cérémonie. « Le Comité national de sélection, qui comprend des représentants des comités régionaux de sélection, a pris la décision difficile de ne pas attribuer de prix d'un million de dollars cette année », a expliqué Allison MacLachlan, chargée des communications aux Prix Inspiration Arctique.

Cette décision vise à garantir que les projets sélectionnés respectent les critères de recevabilité.



C'est le projet des TNO, « La terre se souvient de nous » (The Land Remembers Us) qui a remporté la plus grosse subvention de 500 000 \$.

AU CŒUR DU TERRITOIRE

C'est le projet des TNO, La terre se souvient de nous (The Land Remembers Us) qui a remporté la plus grosse subvention de 500 000 \$. Ce projet de camps intergénérationnels en pleine nature, rassemblant des personnes survivantes des pensionnats, des jeunes et des familles, permettra de favoriser la guérison, le renouveau culturel et le partage des connaissances par le biais de partage de récits, de l'acquisition de compétences et le tissage de liens communautaires.

Dans le territoire du Yukon, le projet intitulé Le caribou des lacs du Sud dans les écoles (Southern Lakes Caribou in the Schools) a remporté 475 000 \$. Ce programme scolaire, offert de la maternelle à la 12e année, permet un apprentissage à l'extérieur et sur le terrain à travers la transmission des connaissances culturelles sur le caribou. Ce programme a pour but de renforcer la prise de conscience des jeunes à une gestion respectueuse de l'environnement et de l'écosystème des lacs du Sud dans le territoire du Yukon.

DES PROJETS JEUNESSE INNOVANTS

Parmi les quatre projets jeunesse récompensés cette année, trois sont destinés aux jeunes du Yukon et des TNO.

Làch'i Kù Indigenous Tourism Collective a reçu 100 000 \$ et cette initiative menée par des jeunes soutient les opérateurs touristiques autochtones sur le territoire traditionnel des Premières Nations de Champagne et Aishihik au Yukon. En s'occupant de la logistique et des réservations, ce projet permet aux détenteurs de savoirs

de se concentrer sur l'enseignement culturel et les expériences linguistiques offertes aux clients.

Aux TNO, le projet « Terre, feu et inondation » a été récompensé en recevant la somme de 96 400 \$. Ces dernières années, des incendies et des inondations, provoqués par le changement climatique, ont bouleversé l'Arctique. Le rôle que joue le changement climatique dans l'érosion des liens entre les communautés autochtones et leurs traditions et activités liées au territoire est moins connu en dehors de ces communautés. Ce projet permettra à six jeunes de transformer un spectacle de poésie et de prose sur ce thème en une exposition muséale où des aînés dénés et leurs familles décrivent la perte douloureuse, non seulement de leurs maisons et de leurs camps de pêche, mais aussi d'un mode de vie ancestral.

Le projet The Stories we tell (les histoires que nous racontons) a remporté 100 000 \$. Entre 15 et 30 jeunes pourront participer à ces ateliers linguistiques dans la région du Dehcho où ils auront l'occasion de se familiariser concrètement aux techniques de prise de vue et d'enregistrement sonore. Ils pourront ainsi perfectionner leurs compétences en participant à la réalisation d'un documentaire ou en aidant à enregistrer des sessions linguistiques avec des aînés ou des locuteurs natifs. Le format multimédia permettra à la communauté d'accéder au programme via l'apprentissage en ligne.

Au Nunavik, le projet Arctic Drone Soccer a remporté 100 000 \$. Ce programme a pour but d'initier les jeunes à la technologie des drones et à l'aviation par le biais d'un apprentissage pratique et de compétitions, afin de développer leurs compétences, leur confiance en eux et de leur ouvrir des perspectives de carrière dans les domaines de la science, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques.



Plusieurs performances artistiques ont célébré les cultures des territoires.

Un projet de vente sur fond de contamination persistante à la mine Eagle Gold

Le gouvernement du Yukon a annoncé, le 28 avril 2026, que la mine Eagle Gold faisait l'objet d'un potentiel rachat par Boroo Pte. Ltd, compagnie implantée à Singapour. Près de deux ans après l'accident qui avait entraîné la suspension des activités de la mine, alors propriété de Victoria Gold Corp, ce rachat n'a été ni approuvé ni rejeté par la Première Nation Na-Cho Nyäk Dun dont une partie du territoire traditionnel a été directement affecté par les fuites de cyanure et d'autres produits toxiques le 24 juin 2024.

Nelly Guidici

C'est un communiqué de presse comme un autre que le gouvernement du Yukon (YG) a publié le 28 avril dernier. Pourtant, la nouvelle qui a été annoncée a suscité la surprise. En effet, YG a déclaré que, le 23 avril 2026, « le séquestre nommé par le tribunal, avec le consentement du gouvernement du Yukon, a conclu une entente d'exclusivité avec Boroo Pte. Ltd pour la vente de la mine Eagle Gold et de certains actifs connexes. »

YG assure être intervenu dans le processus de vente afin d'assurer la protection des intérêts de la population.

« Il s'agissait notamment d'établir des critères pour que tout acheteur potentiel soit responsable et expérimenté et qu'il dispose de ressources suffisantes », peut-on lire dans le document.

C'est aussi, et surtout un moyen pour YG de se faire rembourser. Comme le gouvernement a avancé des fonds au séquestre pour financer ses activités durant la période de mise sous séquestre et la remise en état du site minier, la vente de la mine Eagle Gold permettrait au gouvernement de récupérer les fonds avancés qui s'élèvent à 220 millions \$.

Boroo est une société holding d'investissement privé spécialisée dans l'exploitation, le développement et l'acquisition de sites miniers à l'échelle mondiale. Depuis 2018, la société a réalisé quatre acquisitions et se présente comme une compagnie dont « la réputation de spécialiste du redressement opérationnel permet aussi un développement minier responsable. »

« Notre équipe excelle là où d'autres voient des limites », a déclaré Dulguun Erdenebaatar, PDG de Boroo. « En combinant une expertise technique approfondie avec la souplesse financière nécessaire pour agir sur des actifs en difficulté ou sous-évalués, nous prouvons qu'une exploitation minière responsable et innovante peut dégager une immense valeur tant pour les actionnaires que pour les communautés d'accueil. Que ce soit dans les hautes Andes, dans la steppe mongole ou au Yukon, Boroo s'engage à être un opérateur de classe mondiale qui fait passer les projets au niveau supérieur. »

UNE GESTION DU SITE INQUIÉTANTE

Alors que Première Nation Na-Cho Nyäk Dun (NNDNFN) n'a donné son accord à aucune vente ni à aucune remise en service de la mine et n'a conclu aucun accord avec aucune partie, elle confirme n'avoir pas été consultée lors de cette phase de discussion. Pour le moment, NNDNFN ne se prononce ni en faveur ni contre la vente du site de la mine Eagle Gold à Boroo ou à tout autre soumissionnaire.

Dans une déclaration du 28 avril 2026, les lacunes dans la gestion des suites de l'accident sont mises en cause et NNDNFN regrette que le gouvernement du Yukon n'ait pas agi en conséquence.

« Face à une gestion inadéquate du site, à des déversements toxiques récurrents sur le site de la mine Eagle Gold, et à l'inaction du gouvernement du Yukon concer-

nant toute mesure de responsabilisation ou de changement systémique visant l'industrie minière défaillante du territoire, l'approbation par le gouvernement du Yukon de l'accord d'exclusivité démontre sa volonté de rayer ce désastre historique de ses registres plutôt que de s'attaquer aux causes profondes. »

De plus, presque deux ans après l'accident catastrophique du 24 juin 2024, de sérieuses inquiétudes demeurent quant à la façon dont le site est géré. En effet, NNDNFN a fait part de ses préoccupations sur les fuites d'eau contaminées qui continuent aujourd'hui de se produire. La plus récente date du 29 avril 2026 et est due à une défaillance du système de drainage des eaux souterraines qui n'a pas permis de gérer de manière adéquate l'augmentation des niveaux d'eau de fonte.

« En raison de la proximité de cette pompe avec le ruisseau Haggart, le volume total des eaux de rejet contaminées et leurs niveaux de toxicité réels ne seront jamais connus avec précision », déplore NNDNFN dans une déclaration du 4 mai 2026.

NNDNFN dit n'avoir qu'une confiance limitée dans la gestion toujours inadéquate du site tandis que le séquestre n'a pas de plans à long terme pour la gestion de l'eau du site, la stabilisation des terrils ou des efforts plus larges de remise en état de l'environnement.

La Première Nation Na-Cho Nyäk Dun continue de plaider pour qu'une enquête publique transparente et exhaustive soit mise en place afin que les défaillances qui ont contribué à cet accident minier sans précédent puissent être comprises et qu'une réforme profonde de l'industrie minière du Yukon ait lieu.



Le 29 avril 2026, près de deux ans après l'accident de la mine Eagle Gold au Yukon, une nouvelle fuite d'eau contaminée a eu lieu sur le site.

L'Aiglon, 08 mai 2026

LES AS DE L'INFO



Un rapport choc d'Amnistie internationale sur le logement chez les Autochtones

Maisons en mauvais état, surpopulation, pauvreté : la communauté atikamekw de Manawan, au Québec, vit une grave crise du logement. C'est ce que nous apprend l'organisation Amnistie internationale dans un rapport publié le 29 avril. Mais Manawan n'est pas la seule : selon son chef, Sipi Flamand, les 630 communautés autochtones du Canada vivent la même chose. On lui a parlé.

CAROLINE BOUFFARD
AS DE L'INFO

D'abord, c'est quoi, Amnistie internationale?

C'est une organisation internationale qui fait la promotion des droits de la personne. Ça inclut le droit à la vie, à la santé, à l'égalité. Il y a des endroits sur Terre, incluant au Canada, où ces droits ne sont pas respectés. Amnistie internationale sert à rappeler leur importance pour corriger ces situations.

Le rapport d'Amnistie internationale est alarmant : les 3000 habitants de Manawan vivent dans des « conditions inacceptables ». La communauté aurait besoin d'au moins 150 nouvelles maisons pour loger tout le monde convenablement. Les maisons actuelles sont vieilles ou mal isolées. La présence de moisissures, de petits champignons microscopiques, pose un risque pour la santé.

Le manque de logements oblige les familles à vivre à plusieurs sous un même toit. Il y a en moyenne 8 personnes par maison. Cela fait en sorte que les gens n'ont pas de pièce tranquille pour se reposer, étudier ou dormir. Ce manque d'intimité a un impact très négatif sur la santé mentale.

La situation de Manawan n'est ni nouvelle ni unique. Ça fait des années

que différentes organisations réclament de l'aide au gouvernement fédéral pour les communautés autochtones du Canada.

J'en ai parlé au chef de Manawan, Sipi Flamand, qui a collaboré avec Amnistie internationale pendant les deux dernières années.

AS de l'Info : Chef Flamand, comment cette crise du logement affecte-t-elle les enfants des communautés autochtones?

Sipi Flamand : Les enfants n'ont pas d'espace tranquille pour se reposer ou faire leurs devoirs. Ça affecte leur concentration. Il y a du décrochage scolaire chez les adolescents. La crise du logement entraîne des problèmes sociaux et académiques.

AS : Il faut plus d'argent que ce que le gouvernement a annoncé pour les communautés dernièrement?

SF : Les 2,5 milliards de dollars annoncés, pour les besoins actuels, c'est des miettes. Au Québec, on aurait besoin de plus de 100 milliards pour répondre aux besoins des communautés autochtones.

Où se trouve Manawan?

As de l'info



AS : Est-ce que l'argent va tout régler?

SF : Non, il faut se parler et trouver des solutions ensemble : le gouvernement et les communautés autochtones. Les programmes, les lois, les solutions doivent être développés avec nous.

AS : L'ONU a déjà dénoncé la situation des communautés autochtones. C'est maintenant Amnistie internationale qui le fait. Croyez-vous que les choses vont changer?

SF : Je sens beaucoup de solidarité des Canadiens et des Québécois depuis le dévoilement du rapport. Je crois qu'on débute une nouvelle relation avec les gouvernements. Mon souhait, c'est qu'on réussisse à améliorer les conditions de vie

des Autochtones pour qu'elles soient au même niveau que celles du reste des Canadiens. Parce qu'en ce moment, on a 25 ans de retard.

AS : Vous avez espoir?

SF : La réconciliation, ce n'est pas juste des promesses et des discours. Mais oui, j'ai espoir que ça se traduise en actions.

Et toi, avec combien de personnes vis-tu? As-tu une chambre juste à toi, ou la partages-tu avec un membre de ta famille?

Déclaration IA : Le présent article a été rédigé par une journaliste sans l'aide d'outils de l'intelligence artificielle.

Paul Lantz - CC BY 2.0



Fort Albany, dans le Nord de l'Ontario



LES AS DE L'INFO



L'IA : l'employée du futur?

J'ai remarqué que plusieurs As ont exprimé avoir peur que l'intelligence artificielle (IA) remplace certains métiers. Est-ce que toi aussi, tu as cette crainte? Tu n'es pas seul! Même des adultes s'inquiètent de l'impact de l'IA sur le monde du travail. Pour mieux comprendre ce qui pourrait changer... et ce qui ne changera peut-être jamais, j'ai discuté avec Ravy Por, une experte de l'IA au travail!

MARILYS BEAUDOIN - AS DE L'INFO

As de l'info : Salut Ravy! Tout d'abord, quand on parle d'IA au travail, qu'est-ce que ça veut dire?

Ravy Por : Au travail, l'IA est un outil qui aide les humains à faire certaines tâches plus rapidement ou de façon plus efficace. Par exemple, elle peut résumer des textes, analyser des données ou répondre à des clients en ligne. Elle est aussi utilisée pour aider les humains à faire des tâches répétitives ou dangereuses.

Un peu comme un téléphone cellulaire, elle ne fait pas tout à notre place, mais elle nous facilite la vie au quotidien!

Peux-tu me donner des exemples de métiers dans lesquels on utilise l'IA?

L'IA est presque partout, comme dans les métiers en santé, en éducation, en environnement, en sécurité, etc.

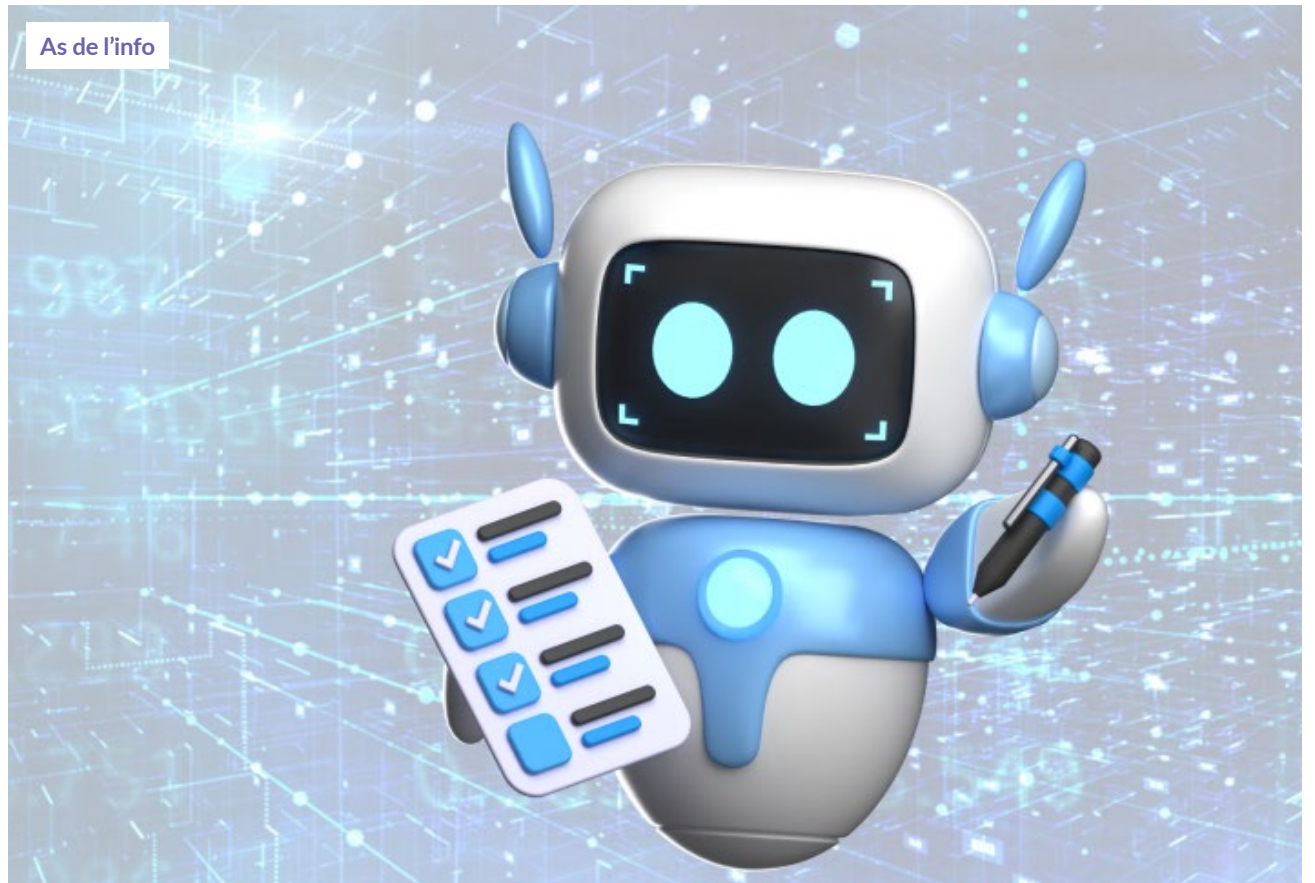
Et quelles sont les tâches que l'IA fait à la place des humains?

L'IA est surtout là pour aider à accomplir certaines tâches. Par exemple, si une personne doit vérifier des milliers de documents, ça prend du temps. L'humain peut faire des erreurs. Une IA le fait plus efficacement et plus rapidement.

As-tu déjà eu à faire un moule de tes dents chez le dentiste? Si oui, tu te souviens sûrement que c'est une expérience plutôt désagréable! Mais avec l'IA, des machines peuvent prendre une image 3D de ta bouche... sans que tu aies à croquer dans du plâtre!

Est-ce que certains métiers vont disparaître?

Ce sont surtout des tâches qui changent. Par exemple, maintenant, quand on contacte une entreprise pour poser une question, il est fort probable que ce soit un robot qui nous réponde. Mais les situations plus complexes de-



mandent encore l'intervention des humains. Pareil chez le dentiste : l'IA aide avec certaines tâches, mais le dentiste, lui, ne disparaît pas!

Et est-ce que de nouveaux métiers apparaissent grâce à l'IA?

Oui! Par exemple, certaines personnes travaillent à améliorer les réponses des intelligences artificielles ou à s'assurer qu'elles respectent des règles. D'autres s'occupent de surveiller leur fonctionnement. Les métiers évoluent avec la technologie : certains changent, d'autres se créent!

Les jeunes devraient-ils s'inquiéter pour leur futur emploi?

Je pense qu'il faut plutôt se demander comment l'IA va faire évoluer le monde du travail. Chaque grande évolution technologique apporte de nouvelles opportunités. Aujourd'hui, par exemple, quelqu'un peut créer un site internet sans savoir programmer, simplement en donnant des instructions à l'IA. Les jeunes pourront donc créer de nouveaux métiers ou transformer ceux qui existent déjà. Mais il sera aussi important d'utiliser l'IA de façon responsable.

Ce qu'il faut retenir, c'est de rester curieux et de continuer à apprendre, puisque les technologies évoluent très rapidement!

Selon toi, qu'est-ce que les humains peuvent faire au travail que les IA ne peuvent pas faire?

Déclaration IA : Le présent article a été rédigé par une journaliste sans l'aide d'outils de l'intelligence artificielle.



Si vous vous intéressez à l'actualité, inscrivez-vous aux AS de l'info :

www.lesasdelinfo.com



Il pleuvait des oiseaux : vivre en marge pour mieux exister

Cette semaine nous découvrons un film québécois réalisé par Louise Archambault et adapté du roman de Jocelyne Saucier. Le film suit des hommes âgés vivant en autarcie dans la forêt de l'Abitibi, dont le quotidien est bouleversé par des rencontres inattendues. Entre liberté, fin de vie et amour tardif, ce récit propose une réflexion sensible sur la manière de vivre en dehors des normes. Le film est disponible gratuitement sur [Ici Tou Tv](#).

Marion Perrin

Sorti en 2019, *Il pleuvait des oiseaux*, réalisé par Louise Archambault, est une adaptation du roman du même nom de Jocelyne Saucier. Accueilli chaleureusement par la critique, il a notamment remporté le Prix du public au gala Québec Cinéma. Le roman, qui a remporté un fort succès au Québec, explore avec délicatesse la marginalité, la mémoire et la liberté. Son adaptation cinématographique en conserve l'essence contemplative et poétique.

Au cœur de la forêt de l'Abitibi, trois hommes âgés vivent en retrait du monde

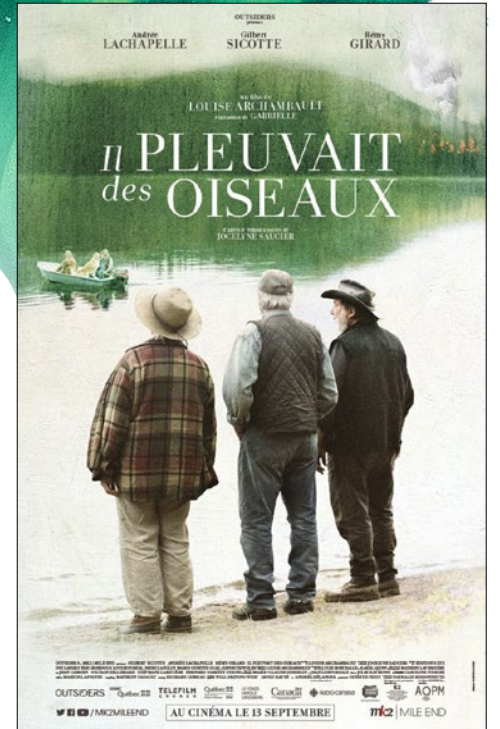
moderne, en totale autarcie. Après la mort du plus âgé d'entre eux, le quotidien paisible des deux ermites survivants est bouleversé par l'arrivée de deux femmes : une vieille dame ayant passé sa vie enfermée en institution psychiatrique et une photographe venue enquêter sur de mystérieux incendies de forêt ayant fait rage longtemps auparavant.

Le film propose une réflexion forte sur le retrait volontaire de la société. Dans ces bois, les protagonistes retrouvent une forme de souveraineté sur leur vie : ils chassent, pêchent, cultivent.

Ce retour à une existence brute apparaît comme un rejet total des normes sociales,

de la consommation et des règles de bienséance de la société. La question de la vieillesse et de la fin de vie est également centrale dans cette histoire. Ici, vieillir est présenté comme un choix. Les personnages revendiquent le droit de mourir librement, dans la dignité, loin des institutions et de la manière dont ils l'auront décidé.

Enfin, l'œuvre se distingue par une histoire d'amour unique et bouleversante. *Il pleuvait des oiseaux* met en scène un couple de deux personnes âgées, en fin de vie, et propose un récit loin des standards des romances habituelles du cinéma : il brise les codes et dépeint une romance remplie de tendresse et de douceur.



(Courtoisie Les Films Outsiders)

Il pleuvait des oiseaux s'impose comme une œuvre profondément poétique, contemplative sur la relation entre la nature et l'homme, qui invite à repenser notre rapport à la société et à la vieillesse. Les thématiques du refus des conventions et de la quête d'autonomie sont souvent abordées au cinéma. Le film *Captain Fantastic* est aussi une très belle recommandation. Il suit un père élevant ses enfants en pleine nature, loin de la société de consommation, et interroge avec force les limites et les idéaux de ce choix de vie.

 **Radio Taïga** présente

**40 ans
d'aquilon**
depuis 1986



Une émission rétrospective de 40 années d'information en français aux Territoires du Nord-Ouest.

Animé par
Batiste Foisy
avec
Alain Bessette
Maxence Jaillet
Cécile Antoine-Meyzonnade

Avec la participation financière de :

Québec 

**6 épisodes,
40 ans d'histoire**

Pour fêter dignement ces quatre décennies d'information, nous avons réuni autour de la table deux anciens rédacteurs en chef de *L'Aquilon*, Alain Bessette et Maxence Jaillet, l'actuelle responsable éditoriale, Cécile Antoine-Meyzonnade, pour discuter de ces années passées, du présent et de l'avenir du journal ténétois. Batiste Foisy, également fidèle du média, s'est chargé de rythmer la conversation, ponctuant le tout de passages lus, d'extraits sonores et d'autres surprises...

 **ÉCOUTEZ L'ÉMISSION**

 **Médias
ténétois**